ARRETE PORTANT NOMINATION

**PAR VOIE DE MUTATION**

(Fonctionnaire de catégorie C)

**Le Maire de** .............................................................................

Vu le code général de la fonction publique ;

(Eventuellement) Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l’organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°…………….. du …………………….. portant statut particulier du cadre d’emplois des ………………………………… ;

(Pour les agents de maîtrise territoriaux et les agents de police municipale) Vu le décret n°…………….. du …………………….. portant échelonnement indiciaire applicable aux …………………………………..…………………… ;

Vu la délibération de l’assemblée délibérante portant création au tableau des effectifs d'un poste de …………………………………………….,

Vu la déclaration de vacance d’emploi adressée au Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes sous le numéro ……..;

Vu la candidature de M…………………………….. employé(e) en qualité …………………. à …………………………………..,

Vu la situation de M…………………………… établie comme suit :

- grade : …………………………….

- échelle de rémunération : C1 (ou C2 ou C3)

- échelon : ............. depuis le .......................... indice brut .............

- ancienneté restante : ………………………….

- quotité : ……………………

Vu l’accord de Monsieur le Maire de …………….. relatif à la mutation de **M**…………………………. à compter du …………..

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 -** A compter du ......................., M…………………………………………….., né(e) le.................................., est nommé(e) par voie de mutation dans les services de la mairie de ………………………… selon les éléments suivants :

- cadre d’emplois : ……………………………

- grade : …………………………….

- échelle de rémunération : C1 (ou C2 ou C3)

- échelon : ………….

- indice brut : ...................... (indice majoré ...........................)

- ancienneté restante : …………..

- quotité : ………

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera :

- transmis au représentant de l’Etat,

- notifié à l’agent,

- transmis au comptable de la collectivité,

- transmis au Président du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Hautes-Alpes.

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à ....................................,

le ..........................................,

PUBLIE LE :

NOTIFIE A L’AGENT LE : Le Maire,

*(date et signature)*